

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES
DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

SCÉNARIO D'ACTIVITÉ DE LA DIVISION RESSOURCES TERRESTRES

(Document présenté par le Secrétariat)

Objet

1. Le présent document vise à exposer les fondements du plan d'activité de la Division ressources terrestres, les efforts que celle-ci déploie pour nouer des partenariats et, de façon succincte, la voie qu'elle entend suivre.

Contexte

2. Lors de la première Conférence régionale des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie tenue conjointement par la Communauté du Pacifique (CPS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Vanuatu en octobre 2017, les participants ont pris note du nouveau plan d'activité en cours d'élaboration par la Division ressources terrestres, et du processus de réforme engagé à l'issue d'une évaluation externe de ses résultats. Ils sont convenus d'établir un groupe de travail pour aider la Division à mettre la dernière main à son plan d'activité. Comme le précisait le communiqué de la Conférence régionale, ce groupe de travail était composé des pays suivants : Australie, Îles Cook, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa et Tuvalu.
3. Le groupe de travail avait pour principal objectif de veiller à ce que le plan d'activité de la Division ressources terrestres soit aussi interactif que possible et qu'il reflète les priorités et besoins des États et Territoires insulaires océaniques en vue de tracer la voie à suivre conjointement dans les domaines de l'élaboration de programmes et de la mobilisation de ressources.
4. Le plan d'activité révisé a été présenté en marge de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de la FAO, tenue du 9 au 11 avril 2018. La réunion visait à arrêter la version finale dudit plan.

Fondements du nouveau plan d'activité de la Division ressources terrestres

Efforts davantage axés sur les priorités régionales et nationales

5. En 2018, la CPS a commencé à mettre en œuvre une stratégie de programmation par pays dans quelques États et Territoires. Un programme-pays suppose la prestation de services en réponse aux priorités propres à un pays donné. L'assistance fournie par la Division ressources terrestres pour lutter contre la souche Guam du rhinocéros du cocotier aux Îles Salomon, ainsi que l'appui qu'elle s'est engagée à prêter aux Îles Cook dans les domaines de la biosécurité et de la gestion des ressources naturelles, s'inscrivent parfaitement dans cette démarche. Pour ce qui est des programmes, l'approche régionale dépend de la capacité fondamentale de la Division à mettre en œuvre et à coordonner des services d'intérêt commun. Pour illustrer cette approche, citons le Centre d'études des cultures et des arbres du

Pacifique (CePaCT), qui a su mobiliser des ressources financières pour la conservation et l'utilisation de ressources génétiques, et l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP), qui a sollicité la CPS pour la gestion de son secrétariat, renforçant ainsi les capacités régionales et nationales de réponse aux incursions de ravageurs et de maladies, et stimulant les échanges commerciaux.

6. La Division entend fonctionner de façon décentralisée, fournissant des services de soutien ciblés dans les États et Territoires du Pacifique Nord, et consolider son partenariat avec les Territoires français d'outre-mer. Dans le cadre de la gestion du projet PROTEGE financé au titre du 11^e Fonds européen de développement (FED), la Division recense les possibilités de mutualisation des apprentissages et d'échange de services avec la Nouvelle-Calédonie, Pitcairn, la Polynésie française et Wallis et Futuna. Il s'agira de services de promotion des ressources génétiques aux fins de conservation de la biodiversité, de biosécurité, de systèmes agroforestiers et de consolidation/promotion des systèmes de production biologique.

Attention centrée sur les Objectifs de développement durable (ODD)

7. La Division ressources terrestres souhaite renforcer la gestion durable des ressources naturelles, améliorer les filières de distribution rentables sur les marchés internationaux/régionaux et intérieurs, améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes, et améliorer le développement social grâce à la promotion de l'égalité entre les sexes et de débouchés d'avenir pour les jeunes. Les résultats obtenus par la Division à l'aune de ces objectifs contribuent directement à la réalisation de l'ODD 1 (Pas de pauvreté), de l'ODD 2 (Faim « zéro »), de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), de l'ODD 15 (Vie terrestre) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). La Division travaille en collaboration de plus en plus étroite avec d'autres divisions, les responsables de programmes et les correspondants nationaux afin d'établir des chemins d'impact rentables et efficaces, et de contribuer ainsi à la réalisation des ODD.

Objectif d'intégration des programmes

8. La Division ressources terrestres met actuellement sur pied un ensemble de programmes intégrés afin de relever des défis pluridisciplinaires, comme le changement climatique, la pérennisation des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière globale, en s'appuyant sur les capacités et l'expertise technique émanant de ses piliers thématiques, de la CPS dans son ensemble et d'autres organisations. Vecteurs actuels de l'action de la Division en faveur de la résilience, les programmes intégrés sont en phase avec les objectifs de développement et organisationnels de la CPS. Ils visent à garantir l'utilisation des capacités scientifiques de la Division en matière de ressources génétiques, de gestion durable des forêts et des terres, d'agriculture intelligente face au climat et de marchés au service des moyens de subsistance (ainsi que de celles d'autres divisions de la CPS, notamment la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, le Département développement social, la Division géosciences, énergie et services maritimes et l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne) pour répondre aux besoins et objectifs de développement des pays membres de la région.

Facilitation de l'échange des connaissances, conservation et amélioration de l'accès à l'information

9. Dans un souci de rationalisation accrue des services de gestion de l'information, de la communication et des connaissances au profit de la région, la Division ressources terrestres a récemment fusionné deux postes. Son site Web est en cours de refonte, le but étant de faciliter l'accès aux informations relatives aux programmes et aux projets. Le portail Web propose également une bibliothèque électronique permettant de consulter les publications stockées dans le système océanien d'information agricole (PAIS).

10. En 2018, la CPS a choisi de mutualiser une partie de ses ressources affectées à différents projets de portail Web afin de créer la Plateforme de données océaniques (PDO), qui répond tant aux besoins des divisions de l'Organisation qu'à ceux des producteurs et utilisateurs de données du Pacifique. La création de cette plateforme centralisée commune vise à établir une infrastructure durable, permettant de cataloguer les données sur la région, d'en améliorer la gestion et les politiques connexes, et de prendre des décisions éclairées. L'hébergement de données sur la PDO présenterait notamment un intérêt dans le cas où celles-ci ne sont pas disponibles dans une base ou un portail en ligne existant.
11. Il convient de consolider et d'exploiter le succès remporté par la Semaine océanique de l'agriculture (Vanuatu, 2017) pour ce qui est de la mutualisation d'informations et de connaissances, en faisant de cet événement un pôle de dialogue scientifique en faveur de la pérennisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte du changement climatique et de ses répercussions sur l'agriculture, la foresterie et la pêche. Il offre l'occasion d'échanger des informations fondées sur des bases scientifiques dans les domaines écologique, technique, social et économique, ainsi que des solutions d'adaptation. Un document sur la question a été élaboré à l'intention des ministres réunis lors de la Conférence régionale CPS-FAO.

Planification, suivi-évaluation et amélioration continue

12. Les activités de planification, de suivi-évaluation et d'amélioration continue permettent à la Division d'améliorer l'efficacité de ses activités de développement et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de recherche et de développement. Elles définissent les chemins d'impact possibles en lien avec les ODD des pays membres. Une bonne compréhension de ces chemins d'impact aide la Division à construire ses interventions et à les articuler autour des objectifs globaux de la Communauté du Pacifique, tant à l'échelon national que régional. La Division cherche en particulier à évaluer l'efficacité des systèmes de suivi-évaluation dans la région et, le cas échéant, à renforcer les capacités des correspondants des parties prenantes pour ce qui est de la collecte et de l'analyse de données ainsi que de l'établissement de rapports, contribuant ainsi à l'élaboration de cadres de suivi des résultats et à la présentation de ceux-ci. En sus d'un/e conseiller/ère en planification, suivi-évaluation et amélioration continue, la Division recrutera bientôt un/e statisticien/ne / économiste des ressources naturelles, en réponse à une demande des directeurs de l'agriculture et de la foresterie réunis lors de leur Conférence régionale de 2017. La personne titulaire de ce poste aura pour mission de produire de nouvelles connaissances et d'établir de nouveaux rapports, d'appuyer les ambitions des pays membres en planifiant des travaux de recherche réalistes, et de soutenir la Division statistique pour le développement de sorte que des efforts importants soient consacrés aux données sur l'agriculture et l'occupation des sols, ainsi qu'à l'analyse de ces données pour l'Océanie.

Valorisation des partenariats

13. La Division ressources terrestres aide les ministres de l'Agriculture et de la Foresterie des pays membres, principales parties prenantes, à mettre en œuvre leurs stratégies de recherche pour le développement, tout en créant les conditions qui leur permettent de mener à bien leurs activités. En particulier, elle coordonne les investissements réalisés en matière de recherche dans plusieurs pays et assure la répartition stratégique des ressources régionales. Elle s'emploie également à faire intervenir des partenaires d'exécution non gouvernementaux, dans les situations où ceux-ci sont mieux à même d'obtenir des résultats : associations d'agriculteurs, organisations chapeautant plusieurs associations (Organisation du secteur privé océanien [PIPSO], Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique [PIFON] et Conseil rural en Océanie [PIRAS]), et communautés où nous cherchons à expérimenter de nouvelles approches (communauté de Nadroumai aux Fidji ou île d'Emae à Vanuatu, par exemple).
14. Depuis 2017, la Division renforce les liens qu'elle entretient avec des partenaires du développement de confiance dans la région, à savoir les ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce. Le ministère australien a prêté un soutien stratégique à la Division dans l'élaboration d'un scénario visant à transformer le CePaCT en un centre d'excellence de renommée mondiale pour la

conservation et l'utilisation des ressources génétiques. Le ministère néo-zélandais, par le truchement de son organisme d'État Landcare Research, complète ces investissements pour placer le CePaCT au service des populations par des mesures de renforcement des capacités en matière de qualité et de santé des systèmes de semences. Le programme consacré à ces systèmes mettra au point les protocoles nécessaires et nouera les partenariats et relations indispensables à l'utilisation efficace de ressources génétiques de qualité. Le ministère néo-zélandais participe également à la mise en place d'une réponse coordonnée pour lutter contre la souche Guam du rhinocéros du cocotier (CRB-G).

15. La Division ressources terrestres a établi un partenariat solide avec le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR). Ce partenariat a pour but global d'appuyer le maintien et le renforcement des principales capacités scientifiques, techniques et de gestion dans les domaines de l'agriculture durable et des marchés au service des moyens de subsistance, apportant ainsi une valeur ajoutée à la recherche pour le développement des pays insulaires océaniques. Dans le cadre de ce partenariat, une assistance a notamment été prêtée pour l'édition 2017 de la Semaine océanique de l'agriculture (et, plus particulièrement, le séminaire consacré aux partenariats pour la transformation de l'agriculture océanique et aux stratégies régionales de recherche), des résultats prometteurs de recherche pour le développement ont été transposés à plus grande échelle, et un soutien a été offert pour améliorer les compétences de leadership et d'encadrement de responsables techniques importants (des femmes pour la plupart). À l'échelon programme, l'ACIAR a servi d'intermédiaire scientifique pour mettre en œuvre des méthodes novatrices dans la santé des végétaux, l'accès aux marchés, la préservation et le déploiement des ressources génétiques du cocotier, et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des atolls en faisant appel à la science des sols et aux connaissances sur les sols (portail d'information sur les sols). Ce partenariat offre aux deux organisations des occasions uniques de concevoir et de présenter une plateforme commune de recherche et de développement, ainsi que d'exploiter les résultats d'expériences mondiales de recherche au profit des peuples océaniques.
16. La Division ressources terrestres entretient de longue date des relations de travail efficaces avec l'Union européenne (UE), la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Grâce à l'appui de l'UE, la Division prévoit d'améliorer l'intégration régionale et le commerce par le biais de capacités renforcées en matière de biosécurité et de normes sanitaires et phytosanitaires. Avec le concours de la FAO, un projet relevant du Fonds vert pour le climat (FVC) est en cours de préparation pour lutter contre le fléau des espèces envahissantes lié au changement climatique. Le FIDA prête de son côté un soutien à l'agriculture, la certification et les chaînes de valeur biologiques, ainsi qu'aux services de conseil et de vulgarisation dans les zones rurales. Par le truchement de la GIZ, la Division renforce les capacités de préparation de certains pays mélanésien à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+).
17. La Division ressources terrestres œuvrera de concert avec l'Agence française de développement en vue d'investir dans des ressources génétiques aux fins de conservation et de valorisation de la biodiversité face au changement climatique. Qui plus est, elle étudie les possibilités de partenariat avec les organismes spécialisés des Nations Unies (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification), les centres de recherche spécialisés du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et d'autres organisations intergouvernementales telles que la Communauté internationale de la noix de coco ou le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR). En collaboration avec Bioversity International, l'Institut international d'agriculture tropicale, le Centre international de la pomme de terre et le Centre international d'agriculture tropicale, la Division concrétise des projets de conservation et d'utilisation des ressources génétiques. Sous l'égide du Centre international d'agriculture tropicale, elle s'associera au programme de recherche mondial sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) en vue de créer des outils permettant d'appréhender l'impact des changements climatiques et de mettre au point des mécanismes de déploiement de solutions climato-intelligentes à grande échelle. La Division met actuellement en place les modalités opérationnelles du financement pérenne du CePaCT par le truchement du fonds de dotation du Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures (Crop Trust). Avec le concours du Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce ainsi que de la société de

conseil KALANG Consultancy Services, la CPS a réalisé une étude de faisabilité d'une plateforme sur les normes sanitaires et phytosanitaires pour le Pacifique.

Perspectives d'avenir – Plan d'activité de la Division ressources terrestres

Théorie du changement

18. Les activités menées par le CePaCT dans le domaine de la gestion du matériel génétique seront étoffées par le biais, d'une part, de leur intégration au volet océanien de l'initiative Des semences pour la vie et, d'autre part, de l'intégration du Centre de semences arboricoles, en vue d'améliorer les processus d'acquisition, d'expérimentation et de distribution auprès des pays des semences acquises, et de tisser des liens avec les processus de gestion des semences les plus performants que peuvent utiliser les coopératives et les agriculteurs à titre individuel.
19. Dans le domaine de la foresterie et de l'exploitation durable des terres, les efforts axés sur l'évaluation quantitative et la planification de l'occupation des sols à l'échelon local aideront les pays membres à faire participer les populations aux actions de reforestation et, plus largement, de restauration des paysages forestiers. Par le biais du dispositif REDD+, la Division continuera de se concentrer sur la mesure et le suivi de la gestion durable des forêts. Les travaux consacrés aux systèmes agroforestiers renforceront la résilience des systèmes alimentaires et des captages d'eau.
20. La Division ressources terrestres propose de renouveler les efforts qu'elle a engagés pour accroître ses actions de sensibilisation à la biosécurité et pour améliorer la gestion sanitaire et phytosanitaire en Océanie. Au nombre des autres grandes activités conduites dans le domaine de l'agriculture durable, citons la gestion des sols et les systèmes agricoles sur les atolls.
21. La Division ressources terrestres continue de jouer un rôle essentiel dans la diversification des moyens de subsistance des petits agriculteurs océaniens, grâce à ses activités de gestion de l'agriculture biologique dans la région, à l'assistance qu'elle prête à la formation d'agriculteur à agriculteur et à la constitution de coopératives, ainsi qu'à ses services de mutualisation des connaissances et d'appui à la professionnalisation de l'agriculture.
22. La participation à un tel nombre de partenariats et d'alliances s'accompagne de dispositions administratives complexes, garantes d'une gestion efficace des projets, mais longues à formuler et nécessitant une grande minutie. Nous sommes convaincus que, forts de l'engagement des pays membres, nous pouvons nous orienter rapidement vers une sécurité alimentaire renforcée et une protection accrue de nos paysages forestiers et agricoles. Nous avons pour mission d'œuvrer en faveur du bien-être des Océaniens en mobilisant la science et le savoir à l'aide de méthodes efficaces et novatrices, s'appuyant sur une compréhension fine des spécificités et des cultures des populations du Pacifique. Soucieux de mener à bien cette mission, nous vous invitons à approuver l'orientation donnée à la Division.
23. L'annexe 1 fournit des informations sur les pôles, les piliers et les services de conseil de la Division ressources terrestres. Les annexes 2 et 3 donnent un aperçu de la théorie du changement de la Division, de ses objectifs et de ses domaines de résultats essentiels. Ceux-ci constituent un moyen de mesurer les progrès accomplis à l'aune des objectifs de développement et organisationnels de la CPS ainsi que des Objectifs de développement durable de la région. Les domaines de résultats essentiels répondent aux priorités nationales et régionales. De par leur nature intégrée, ils contribuent véritablement à la réalisation de l'objectif global de la Division ressources terrestres, à savoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et des communautés résilientes. L'annexe 4 présente les programmes intégrés en cours, tandis que l'annexe 5 dresse la liste des projets en cours, des projets en préparation, des contributions des bailleurs de fonds et des pays ciblés.

ANNEXE 1. Pôles, piliers et services de conseil de la Division ressources terrestres

Communautés résilientes

Sécurité alimentaire et
nutritionnelle

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS STRATÉGIQUES DE LA CPS

Renforcer
l'engagement
avec les
membres et les
partenaires

Répondre aux
priorités des
membres au
moyen d'ap-
proches pluri-
disciplinaires

Renforcer le
savoir et
l'expertise
techniques et
scientifiques

Optimiser les
capacités des
personnes, des
systèmes et
des processus

Renforcer la
planif., la hiérar-
chisation des
priorités, l'éval.,
l'amél. continue
et l'innovation

PILIERS



Ressources
génétiques



Gestion durable
des paysages et
des forêts



Agriculture
durable



Marchés au
service des
moyens de
subsistance

PROGRAMMES INTÉGRÉS



Volet océanien
de l'initiative
Des semences
pour la vie



Santé des
écosystèmes pour la
biodiversité et la
sécurité alimentaire



Agriculture
sur les atolls



Normes sanitaires
et phytosanitaires –
biosécurité pour la
sécurité alimentaire
et le commerce



Systèmes
alimentaires pour la
santé et la nutrition

DIVISION RESSOURCES TERRESTRES

SOUTIEN



Finances et
administration



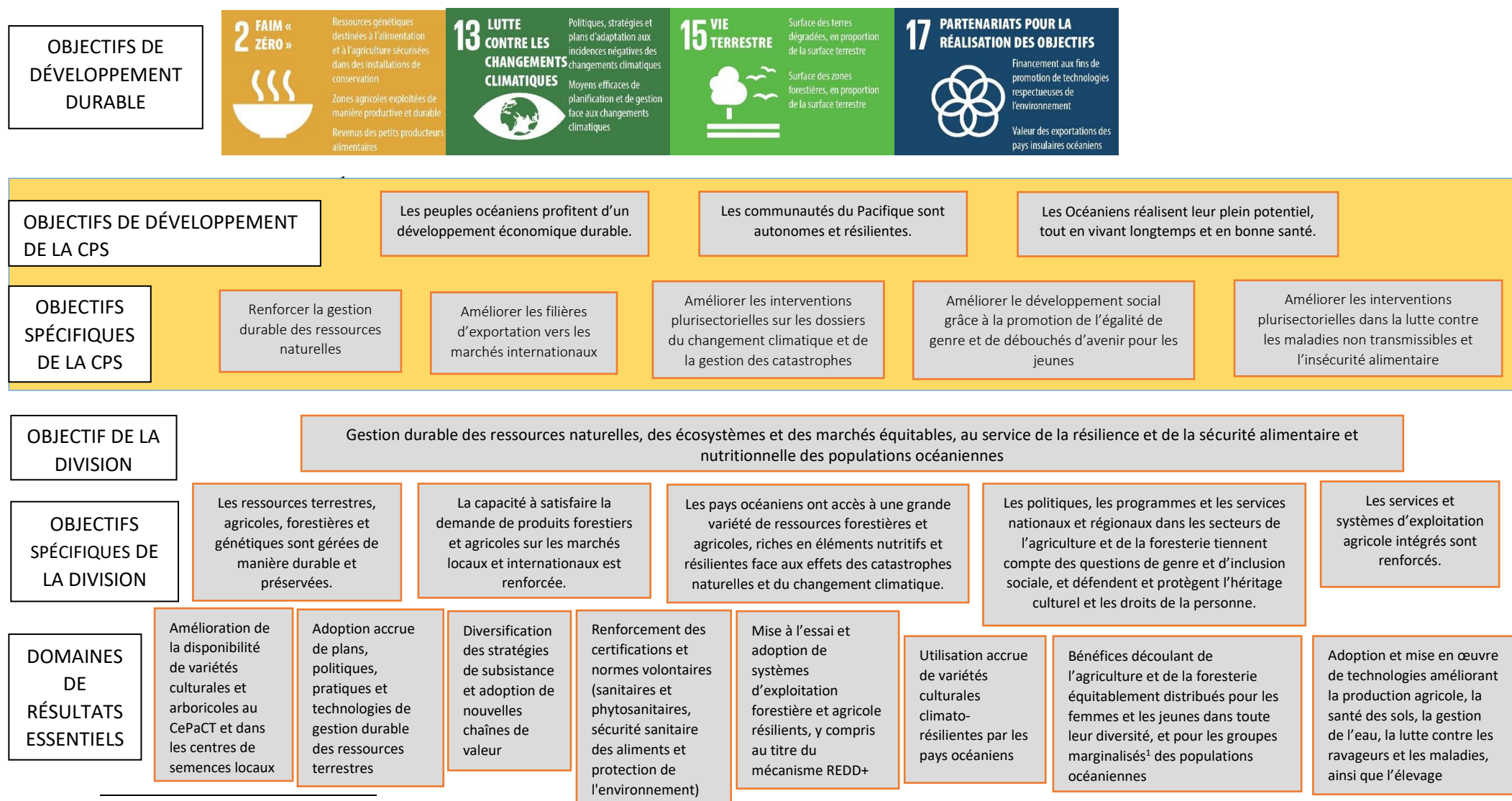
Information,
communication et
gestion des
connaissances



Planification, suivi-
évaluation et
amélioration continue

Recherche pour le
développement

ANNEXE 2. Théorie du changement de la Division ressources terrestres (LRD)



¹ Les groupes marginalisés des populations océaniques varient d'un pays à un autre, et en fonction du contexte local. Il peut s'agir des personnes pauvres ou en situation précaire, des personnes vivant sur des îles périphériques ou dans des zones reculées, des personnes veuves, des personnes âgées, des personnes LGBT, des personnes vivant avec un handicap, des personnes ne possédant pas de terre ou des populations migrantes.

ANNEXE 3

Huit domaines de résultats essentiels de la Division ressources terrestres

Objectif 1 : Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.

KRA 1 : Disponibilité et utilisation accrues de variétés culturelles et arboricoles au CePaCT et dans les centres locaux

KRA 2 : Adoption accrue de plans, de politiques, de pratiques et de technologies de gestion durable des ressources terrestres

Objectif 2 : La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.

KRA 3 : Diversification accrue des stratégies de subsistance et adoption de nouvelles chaînes de valeur

KRA 4 : Renforcement des certifications et normes volontaires, notamment sanitaires et phytosanitaires, relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la protection de l'environnement

Objectif 3 : Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

KRA 5 : Mise à l'essai et adoption de systèmes d'exploitation forestière et agricole résilients, y compris au titre du mécanisme REDD+

KRA 6 : Utilisation accrue de variétés culturelles climato-résilientes par les États et Territoires insulaires océaniques

Objectif 4 : Les femmes, les jeunes et les membres de groupes vulnérables participent aux activités agricoles et forestières.

KRA 7 : Participation accrue des femmes et des jeunes à la conception de plans d'occupation des sols et de chaînes de valeur

Objectif 5 : Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

KRA 8 : Adoption et mise en œuvre de technologies améliorant la production agricole, la santé des sols, la gestion de l'eau, la lutte contre les ravageurs et les maladies, ainsi que l'élevage

ANNEXE 4

Programmes intégrés (PI) de la Division ressources terrestres

PI n° 1 : Volet océanien de l'initiative Des semences pour la vie

Face à la menace du changement climatique, à l'insécurité alimentaire et au fardeau des maladies non transmissibles, il faut un programme intégré favorisant l'émergence de systèmes alimentaires résilients et durables. Ledit programme est axé sur les systèmes de semences. Pour l'heure, les pays océaniques ne disposent pas de politique à l'appui du développement de semences et sont fortement tributaires des semences importées qui, bien souvent, ne sont pas adaptées à la région. Qui plus est, la base de ressources génétiques est limitée et non résiliente face aux facteurs biotiques et abiotiques, les réserves de semences sont restreintes, et un manque de coordination peut être observé entre les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement en semences. Ce programme intégré conjugue les ressources du CePaCT et de l'équipe en charge de l'agriculture durable en vue de consolider les politiques favorisant des systèmes de semences efficaces, de mieux faire connaître ces systèmes et d'améliorer les capacités dédiées à leur élaboration, et de renforcer les réseaux semenciers régionaux et nationaux.

Responsable du programme intégré (Division ressources terrestres, CPS) : Logotonu Waqainabete

PI n° 2 : Résilience des écosystèmes terrestres au service de la biodiversité et de la sécurité alimentaire

Les agriculteurs gérant de petites exploitations semi-vivrières représentent plus de 90 % de la population océanienne, tandis que les terres et les forêts constituent le capital naturel dont hériteront leurs descendants. L'Océanie est actuellement en butte à plusieurs menaces, notamment la progression de la déforestation, la dégradation des forêts et des terres, et la gestion inefficace des ressources. Ce programme intégré se concentre sur les interactions entre les personnes et les ressources naturelles au profit d'une gestion durable de l'exploitation des terres. Les mesures de prévention de la perte de biodiversité, ainsi que d'adaptation et d'atténuation face aux menaces du changement climatique, se heurtent aux pressions en faveur du développement économique et de la sécurité alimentaire. Grâce à l'action engagée par ce programme intégré, les communautés créent elles-mêmes leurs propres plans d'occupation des sols, adaptés à des environnements spécifiques, fondés sur l'inventaire des ressources naturelles et reflétant les priorités décidées d'un commun accord quant à l'exploitation des terres. Ce programme intégré s'appuiera également sur l'expertise existante de la Division ressources terrestres dans le domaine de l'inventaire forestier (conception, mise en œuvre et analyse), ainsi que sur les outils et systèmes de planification de l'occupation des sols reposant sur un processus de consultation.

Responsable du programme intégré (Division ressources terrestres, CPS) : Jalesi Mateboto

PI n° 3 : Excellence en matière d'agriculture sur les atolls

Les systèmes de production agricole des atolls sont établis dans des milieux fragiles, extrêmement vulnérables au changement climatique, à la poussée démographique et à la perte de biodiversité menaçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À ces difficultés viennent s'ajouter des facteurs non climatiques, parmi lesquels la teneur limitée du sol en nutriments essentiels, la rareté de l'eau, le manque de terres arables, une base génétique étroite (culturale et animale), et la multiplication des organismes nuisibles et des maladies dans les élevages et les cultures. Ce programme intégré coordonnera l'action en réponse aux défis protéiformes auxquels sont confrontées les populations

des atolls, par le biais d'une démarche conjointe de planification, de mise en œuvre et d'application à grande échelle des enseignements tirés, dans le cadre de relations et de partenariats fructueux. Il se concentrera sur les grandes priorités stratégiques suivantes : le renforcement des capacités et des institutions, la recherche et le développement dans l'agriculture sur les atolls, l'appui aux moyens de subsistance et l'adaptation au changement climatique.

Responsable du programme intégré (Division ressources terrestres, CPS) : Gibson Susumu

PI n° 4 : Normes sanitaires et phytosanitaires/Biosécurité

La croissance démographique et la mobilité de plus en plus forte de la population, auxquelles viennent s'ajouter les changements climatiques anthropiques, favorisent la prolifération de maladies causées par des organismes nuisibles et pathogènes. L'activité humaine crée les conditions propices à l'incursion de ces organismes dans de nouveaux environnements où leurs prédateurs naturels sont absents. Cette situation met à rude épreuve la sécurité alimentaire, la santé humaine et le fonctionnement normal des écosystèmes. Reposant sur le principe selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, ce programme intégré vise à garantir la préparation en matière de biosécurité et la conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires partout dans la région. Il aura également pour mission de veiller à ce que les lois relatives à la biosécurité soient révisées dans le respect des dispositions de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et du Codex Alimentarius, ainsi que des normes établies par l'Office international des épizooties (OIE). La Division ressources terrestres assure actuellement le secrétariat de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) et des conférences techniques régionales sur la protection des végétaux, deux instances pouvant favoriser le renforcement des capacités des pays océaniques en matière de biosécurité. Ce programme intégré permettra également de se pencher sur les problèmes de non-conformité aux règles de biosécurité observés dans les filières d'importation et d'exportation, ainsi que sur l'application de traitements destinés à contrer ces risques dans le cadre des échanges commerciaux. Il appuiera en outre la conception de modes opératoires normalisés qui soient cohérents et pertinents pour corriger ces problèmes.

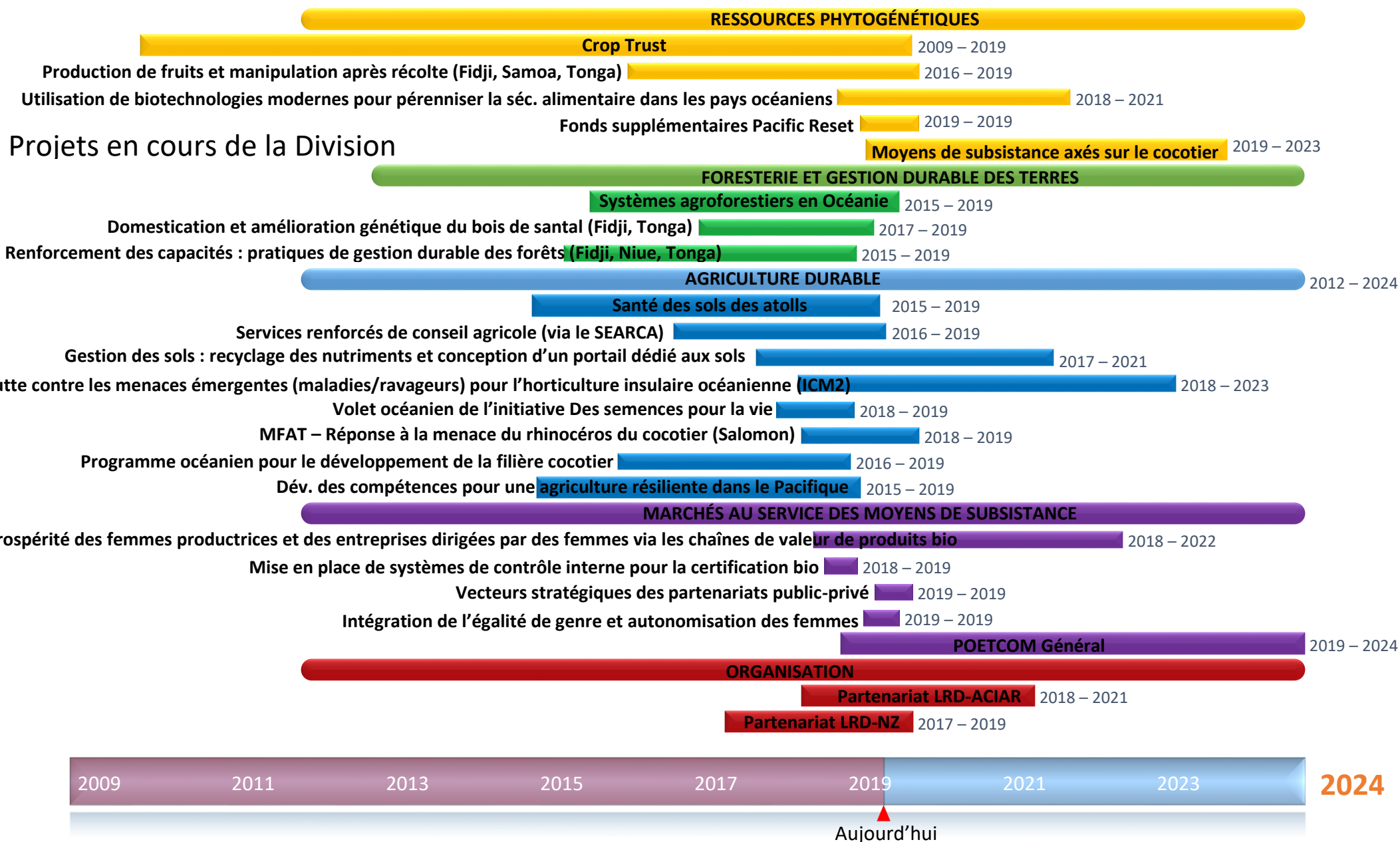
Responsable du programme intégré (Division ressources terrestres, CPS) : Visoni Timote

PI n° 5 : Systèmes alimentaires durables au service de la santé et de la nutrition (systèmes de production d'aliments sains)

La suralimentation et la sous-alimentation sont deux formes de malnutrition observées en Océanie et responsables d'un nombre croissant de décès, de maladies et de handicaps. L'accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive représente un défi pour les chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires frais des États et Territoires insulaires océaniques. Ce programme intégré cherche à promouvoir une alimentation durable, issue d'une production à faible impact sur l'environnement. Il portera pour cela ses efforts sur la consolidation des chaînes de valeur locales au service de l'agriculture urbaine et périurbaine, sur le renforcement de la participation des populations et sur la sensibilisation de celles-ci aux liens entre alimentation, production et ressources naturelles, et sur la mise en place de conditions politiques favorisant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans des milieux fragiles.

Responsable du programme intégré (Division ressources terrestres, CPS) : Karen Mapusua

Projets en cours



Projets confirmés et en préparation

Nouveaux projets de la Division

